



## Les Cahiers d'Afrique de l'Est / The East African Review

54 | 2020

Enseignement supérieur dans les Afriques : le temps des réformes

---

# Les étudiants guinéens face aux incertitudes de l'insertion professionnelle

Ester Botta Somparé et Abdoulaye Wotem Somparé

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eastafrica/1201>

### Éditeur

IFRA - Institut Français de Recherche en Afrique

### Référence électronique

Ester Botta Somparé et Abdoulaye Wotem Somparé, « Les étudiants guinéens face aux incertitudes de l'insertion professionnelle », *Les Cahiers d'Afrique de l'Est / The East African Review* [En ligne], 54 | 2020, mis en ligne le 30 juin 2020, consulté le 16 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/eastafrica/1201>

---

Ce document a été généré automatiquement le 16 novembre 2020.

Les Cahiers d'Afrique de l'Est / The East African Review

---

# Les étudiants guinéens face aux incertitudes de l'insertion professionnelle

Ester Botta Somparé et Abdoulaye Wotem Somparé

---

- <sup>1</sup> En Guinée, à l'instar d'autres pays d'Afrique occidentale, l'école a été considérée pendant longtemps comme le chemin obligatoire vers la promotion sociale. Au tout début du <sup>xx</sup>e siècle<sup>1</sup>, l'école laïque française y a été d'abord accueillie avec méfiance, en tant qu'institution étrangère et inconnue, importée par l'administration française coloniale et donc associée au colonialisme<sup>2</sup>. Elle s'est progressivement imposée comme le lieu de formation d'une élite de lettrés destinés à devenir des cadres subalternes de l'administration coloniale, puis des fonctionnaires de la Guinée nouvellement indépendante. La première Université publique guinéenne, créée en 1970, douze ans après l'indépendance, se situait au sommet d'un système scolaire pyramidal caractérisé par des effectifs très réduits et des examens particulièrement sélectifs. Jusqu'aux années 1990, les bacheliers, dont les noms étaient annoncés chaque année à la radio, étaient salués triomphalement dans les quartiers et les villages. Les études supérieures consacraient de fait la formation des futurs dirigeants du pays : franchir les portes des deux universités du pays, situées à Conakry, la capitale, et à Kankan, mais aussi celles de l'Institut public de géologie et mines de Boké, signifiait, pour la grande majorité, devenir des hauts cadres de l'administration guinéenne. La nécessité, pour les étudiants des zones rurales à l'intérieur du pays, d'aller étudier dans les grandes villes impliquait tout à la fois mobilité résidentielle et mobilité sociale, c'est-à-dire le rapprochement des jeunes diplômés des centres du pouvoir puis leur possible intégration à ces espaces. Leur mode vestimentaire, leurs costumes-cravates et les discussions en français, langue de l'élite, témoignaient de leur tentative d'adopter les marqueurs de distinction du groupe socio-professionnel des cadres de l'administration voire de s'y socialiser par anticipation (Dubar 1991), sachant toutefois qu'ils y seraient finalement cooptés<sup>3</sup>. De la création de ces universités dans les années 1970 jusqu'au début des années 1990, les étudiants étaient peu nombreux dans un système éducatif très sélectif. Ainsi, ils vivaient dans des campus universitaires et avaient droit à des bourses qu'ils pouvaient

utiliser comme argent de poche. Ils apparaissaient ainsi, aux yeux de leurs familles, comme des futurs cadres qui étaient déjà pris en charge par l'État. En se considérant comme futurs dirigeants, ils débattaient des problèmes auxquels leur pays et le continent africain étaient confrontés. C'est pourquoi ces étudiants ont été des acteurs du changement politique, au moment où l'on est passé au multipartisme : en Guinée, à l'instar des autres pays de l'Afrique de l'Ouest, l'université était un lieu de socialisation politique et un foyer de préparation des grèves et des revendications.

- 2 Un abîme sépare ces étudiants d'hier de ceux qui étudient aujourd'hui dans les amphithéâtres surpeuplés de l'université guinéenne, habillés négligemment en T-shirt, jeans délavés, longs ou coupés, ou survêtements ou maillots sportifs, avec le nom de leurs joueurs préférés. Leur style ne reflète pas seulement un changement dans la mode vestimentaire du moment, mais aussi une attitude liée à l'incertitude sur l'avenir : la plupart des jeunes qui débute aujourd'hui l'université ont conscience que leur insertion professionnelle est très incertaine. Les étudiants savent qu'ils ne seront plus intégrés automatiquement dans la fonction publique. Celle-ci, après avoir licencié beaucoup de fonctionnaires à la suite des politiques négociées d'ajustement structurel, n'embauche plus automatiquement les jeunes diplômés, comme c'était le cas jusqu'au début des années 1990. Au contraire, l'intégration dans la fonction publique, lorsqu'elle a lieu, est le fruit d'un processus long et laborieux, qui demande souvent l'appui de connaissances personnelles bien placées, auxquelles on fait appel pour décrocher un premier stage pouvant aboutir, éventuellement mais sans garantie, à une titularisation. Le faible développement du secteur privé ne favorise pas l'embauche des jeunes diplômés de l'université, qui sont de plus en plus nombreux<sup>4</sup> en raison de la massification de l'enseignement supérieur et connaissent des taux de chômage supérieurs à 50 %<sup>5</sup>.
- 3 De nombreuses études se sont intéressées, pour l'enseignement secondaire, à la manière dont les populations du continent africain ont vécu ce que Pourtier (2010) appelle « le blocage de l'ascenseur social via l'école », qui s'est vérifié dans les années 1980 à partir de l'adoption des plans d'ajustement structurel. Certes, comme le rappelle François Dubet, même en Europe « la production des diplômes et celle des emplois se sont largement désaccordées », si bien qu'« on ne perçoit pas vers quel type d'activité et de statut social conduisent les études » (Dubet 2008 : 35) Or, cette situation serait plus susceptible d'entraîner un désengagement par rapport à l'institution scolaire en Afrique, où l'adhésion des populations à l'école est plus récente qu'en Europe et étroitement arrimée aux perspectives de mobilité sociale que les études supérieures offrent. De nombreux auteurs<sup>6</sup> ont souligné la faiblesse du lien entre l'école et les familles, qui se réduit à un usage utilitaire et instrumental des études dont la finalité est de trouver un emploi décent dans les secteurs professionnels considérés comme modernes, notamment le tertiaire (commerce, banque, assurance, consultance, nouvelles technologies, etc.).
- 4 On constate cependant que si l'obtention d'un diplôme ne permet plus de trouver automatiquement du travail, notamment au sein des institutions de l'État, cela ne coïncide pas avec une désaffection des étudiants et de leurs familles vis-à-vis de l'institution scolaire. Bien au contraire, comme l'a observé Laurence Proteau (2002) pour la Côte d'Ivoire, la demande scolaire et universitaire demeure très structurante et alimente une véritable « course aux diplômes ». Le titre scolaire, toutefois, n'apparaît plus seulement comme une validation des connaissances et compétences acquises

pendant la formation, utiles ensuite pour bien mener son travail. Il est investi de nouvelles significations, généralement associées à la possibilité de revendiquer l'appartenance à une élite intellectuelle, économique et politique, proche des centres du pouvoir (Proteau 2002 ; Kasongo Ngoy Makita Makita 1989).

- 5 À Conakry, on assiste par conséquent à un foisonnement d'écoles et d'universités privées. Actuellement au nombre d'une vingtaine, celles-ci continuent de croître rapidement pour répondre à une demande scolaire et universitaire foisonnante. C'est cette « passion scolaire », pour reprendre le titre de l'ouvrage de Proteau (2002), c'est-à-dire la forte motivation des étudiants à étudier et de leurs parents à les soutenir, que nous allons étudier dans cet article. Nous nous interrogeons sur ce qui pousse les étudiants à entamer et à poursuivre de longues études universitaires alors que, pour une majorité, ils seront exposés au chômage. Ce qui nous intéresse par conséquent est de savoir quelle représentation les jeunes se font du marché du travail qu'ils se préparent à affronter, tout en sachant que ce marché est dominé, selon leurs propres mots, par des logiques de « népotisme », de « corruption » et d'attribution des postes en fonction d'affiliations politiques et ethniques. Nous allons donc nous demander comment les étudiants que nous avons interrogés construisent leur projet professionnel, tout en interrogeant le sens qu'ils donnent à leurs études.

## Cadre conceptuel et méthodologie

- 6 Dans cet article, nous nous situons dans la problématique de la représentation de l'institution scolaire par les acteurs en nous focalisant sur les représentations et les significations dont les étudiants guinéens investissent leurs études. Si le rapport des jeunes scolarisés à leurs études a déjà été bien exploré dans la littérature africaniste<sup>7</sup>, nous voudrions essayer de l'analyser, ici, à l'aide de quelques concepts issus de la sociologie de l'expérience scolaire et étudiante de François Dubet. Certes, il est illusoire d'appliquer sans ajustement ce cadre théorique à notre étude de cas dans la mesure où il a été construit pour analyser le système éducatif français, lequel offre des formations bien plus diversifiées qu'en Guinée. À titre d'exemple, nous pouvons comparer les options plurielles qui s'offrent, en France, aux élèves qui viennent de terminer le collège, aux possibilités limitées de leurs homologues guinéens. Ces derniers n'ont le choix qu'entre trois filières au lycée (sciences mathématiques, sciences expérimentales, sciences sociales), alors que les lycées professionnels n'existent pas. De surcroît, le cadre théorique de l'expérience scolaire s'applique à une société où il est possible de distinguer clairement des classes sociales et de dégager des habitus qui leur sont associés, ce qui serait difficile dans le cas guinéen, où les classes sociales n'existent qu'à l'état embryonnaire (Somparé 2015). Cependant, quelques éléments de ce cadre théorique nous paraissent heuristiques pour penser le cas guinéen caractérisé, encore plus que la société française décrite par Dubet, par une difficulté à évaluer l'utilité des études sur le marché de l'emploi. D'un point de vue conceptuel, nous retenons donc le caractère multidimensionnel de l'expérience scolaire et étudiante. Ainsi, le sens attribué aux études par les lycéens et la manière dont ils se motivent dépendent de l'ensemble des attitudes envers l'école et le savoir intériorisé au cours de la socialisation, de l'utilité professionnelle envisagée, de l'intérêt individuel et des possibilités de maturation, d'épanouissement et de transformation personnelle liées au travail intellectuel (Dubet 2008). Parallèlement, à l'université, « chaque étudiant définit

son rapport aux études selon trois grands principes qui renvoient aux trois “fonctions” essentielles de tout système universitaire : une fonction d’adaptation au marché des qualifications, une fonction de socialisation et une fonction de création intellectuelle critique (...). Ce sont ces trois dimensions qui structurent l’expérience des individus et définissent le sens subjectif des études : le projet, l’intégration et la vocation » (Dubet 1994). Cet auteur souligne ultérieurement que, si ces trois dimensions s’articulent différemment selon la subjectivité des acteurs, elles renvoient également aux spécificités de chaque filière dans la prise en charge des étudiants, dans les finalités de professionnalisation et le contenu intellectuel de la formation. L’intérêt de cette approche est qu’elle nous permet de nous concentrer sur le projet professionnel comme l’un des éléments structurants de l’expérience étudiante, tout en prenant en compte les discours qui, dans les entretiens, renvoient à d’autres dimensions, tout aussi essentielles dans le rapport aux études. Avec Béret (1986, 2002), nous considérons ici le projet comme ayant « un statut d’interface entre contraintes sociales et autonomie relative de l’acteur ». La perspective de Béret montre la trajectoire d’un individu qui construit son rapport à l’avenir en ayant conscience de ses ressources, de son statut social, des choix possibles qui se présentent devant lui, même si ceux-ci sont limités en fonction des déterminismes sociaux : « Produit par un acteur socialement situé et doté, le projet professionnel définit la valeur de l’investissement dans un champ des possibles qui est certes imposé à l’individu, mais par rapport auquel existent de fortes marges de manœuvre. Par là même, le projet professionnel constitue le principe qui orientera les stratégies ultérieures de l’agent sur le marché du travail, dans la mesure où il exprime aussi bien une forme construite du rapport au futur qu’une intégration des ressources disponibles cohérentes avec cette projection » (Béret 2002 : 3).

- 7 En nous situant dans la perspective de l’expérience étudiante et en questionnant les projets professionnels, nous étudions la phase d’élaboration du projet chez des individus qui ne sont pas encore confrontés aux réalités du marché de l’emploi, mais qui s’apprêtent à y faire face. C’est donc une étape qui précède le véritable processus d’insertion professionnelle des jeunes diplômés guinéens, auquel sont consacrés de nombreux mémoires, rapports et études. En particulier, dans le cas guinéen, Mamadou Gando Barry (2003) a interrogé des étudiants de l’université publique, déjà titulaires d’une maîtrise, en analysant leurs stratégies d’insertion sur le marché de l’emploi.
- 8 D’un point de vue méthodologique, et afin de répondre à notre question de recherche, nous avons effectué, avec l’aide des étudiants de la troisième année de la licence de sociologie de l’Université Kofi Annan, une enquête qualitative qui a comporté des entretiens individuels avec 53 étudiants de licence (21 filles et 32 garçons) et 9 entretiens collectifs, réalisés dans cinq facultés différentes, pour un total de neuf départements. Nous avons analysé leurs réponses en les mettant en rapport avec la filière fréquentée et avec leur origine sociale., ceci malgré les difficultés d’établir une corrélation entre les deux variables dans un contexte où le niveau de vie d’un foyer dépend plus de la possibilité d’accéder aux ressources de l’État que de l’appartenance à une catégorie socio-professionnelle (Somparé 2015). Dans notre échantillon, nous avons distingué 14 étudiants ayant des parents aisés : hauts cadres de l’administration guinéenne, commerçants import-export, travailleurs des institutions internationales et cadres des entreprises privées. 24 étudiants ont des parents occupant une position sociale « intermédiaire », même si dans ce groupe coexistent deux profils très différents : 13 étudiants sont issus de parents petits commerçants, en général illettrés

ou peu lettrés, et 11 étudiants ont des parents fonctionnaires, parmi lesquels les enseignants sont les plus nombreux (7), qui viennent de familles disposant de peu de ressources matérielles, mais d'un capital culturel plus important. Enfin, 15 étudiants appartiennent à des milieux défavorisés, avec des parents qui sont commerçants ambulants, ouvriers précaires ou paysans dans les campagnes guinéennes. L'échantillon demeure donc restreint : c'est pourquoi les résultats obtenus ne peuvent nullement être considérés représentatifs des projets professionnels des étudiants guinéens mais permettent cependant de dégager des tendances générales, à confirmer dans nos recherches ultérieures.

- 9 Nous nous appuyons également sur notre connaissance du milieu étudiantin, développée au cours de dix ans d'enseignement dans les universités guinéennes, et sur des recherches précédentes auprès d'élèves du milieu rural (Botta Somparé 2015) et urbain (Somparé 2006), que nous avons suivis jusqu'aux bancs de l'université. Nous avons privilégié, pour cet article, une approche de sociologie compréhensive, en donnant le plus possible la parole aux étudiants et en prenant en compte leurs analyses de leur propre situation. Notre posture méthodologique est donc proche de celle d'Aziz Jellab (2011) qui, en introduisant une enquête sur la socialisation chez les étudiants, explique :

Les extraits d'entretiens que nous rapportons valent moins pour leur représentativité que pour leur caractère significatif. Ils constituent un matériau central, où les propos de chaque étudiant font écho à des propos similaires, ayant à peu près les mêmes caractéristiques sociales et scolaires.

- 10 Les entretiens individuels ont été réalisés par les étudiants de la troisième année de la licence de sociologie sous notre supervision. Ils ont pu établir avec les enquêtés une relation de proximité fondée sur le partage de leur condition étudiante. Par contre, nous avons mené directement les entretiens collectifs dans les classes : à cette occasion, la distance caractérisant la relation pédagogique, caractéristique des cours magistraux, a été remplacée par la plus grande proximité de la relation entre enquêté et enquêteur. Nos statuts d'enquêteurs et d'enseignants se sont donc superposés, avec un résultat inattendu : loin d'être intimidés, les étudiants ont saisi ces occasions pour exprimer, parfois avec une certaine virulence, leurs critiques par rapport à la formation reçue et à son inadéquation à les préparer au marché de l'emploi. Ce thème les a particulièrement intéressés : de véritables remises en question de l'utilité des enseignements, des expressions de découragement, des revendications, des frustrations et des désirs de revanche ont pu circuler librement pendant ces entretiens collectifs. Nous avons tout de même regretté la faible participation des femmes qui, à l'exception du département de journalisme, où elles constituent la majorité de la cohorte, ont été intimidées face à des questions parfois intimes, comme la difficulté à concilier la vie matrimoniale et la carrière professionnelle.

## Les filières universitaires comme lieux d'élaboration du projet et de socialisation professionnelle

- 11 Comme le note Dubet (1994 : 513), les étudiants sont dans l'obligation quasi-existentielle de se projeter dans l'avenir. Cependant, si certains d'entre eux construisent un véritable projet professionnel, d'autres sont plutôt dans une logique de projet scolaire qui « place la finalité des études dans leur déroulement même » (Dubet 1994 :

514). Ils se concentrent sur leur formation sans s'inquiéter, pour l'instant, de leur insertion professionnelle. De manière comparable, Jellab (1997) observe qu'à l'ère de l'enseignement supérieur de masse, l'université est plutôt considérée en termes de continuité logique avec les études secondaires, au lieu d'inscrire le choix d'une faculté et d'une formation dans l'horizon d'un projet professionnel.

- 12 Nous avons ainsi rencontré, durant notre enquête, des étudiants porteurs d'un projet professionnel précis et cohérent avec leur formation, certains ayant un projet peu précis ou flexible, d'autres encore disposant de réelles ambitions mais qui ne correspondaient pas avec leur formation. Dans les entretiens individuels, ils sont respectivement au nombre de 16, de 28 et de 9, mais nous utilisons aussi abondamment, dans cette analyse, le matériel qualitatif recueilli lors des entretiens collectifs dans les différentes facultés.
- 13 Des étudiants ont mûri, au fil de leur cursus secondaire, une idée très claire du travail qu'ils souhaitaient faire. Pour certains d'entre eux, ils ont même un rêve mûri depuis l'enfance, une « vocation » précoce. C'est ainsi que certains s'inscrivent en droit pour devenir avocat, en médecine pour devenir médecin : les études sont le chemin obligatoire pour réaliser un projet professionnel. De même, tous les étudiants rencontrés dans les classes de troisième année de médecine et de journalisme sont porteurs d'un projet professionnel abouti. Nous avons trouvé plusieurs points communs aux étudiants de ces deux cursus qui, tout en étant très différents, forment néanmoins des profils professionnels ciblés, avec des compétences solides notamment en prévoyant des stages tout au long de la formation. L'objectif est qu'ils acquièrent une connaissance pratique du monde du travail qui leur permet d'affiner leur projet professionnel : les journalistes savent dire, par exemple, s'ils préfèrent travailler à la radio, à la télévision ou dans la presse écrite, de même que les médecins ont déjà une certaine idée de la spécialisation qu'ils choisiront plus tard.
- 14 Certes, dans les Facultés de droit, de sciences sociales (à l'exception du département de journalisme) et d'économie, on peut également rencontrer des étudiants porteurs d'un projet professionnel. Tel est le cas par exemple, de quelques étudiants en droit qui souhaitent s'engager dans les carrières judiciaires, en devenant juge ou avocat, ou de certains étudiants de sociologie, déterminés à travailler comme animateurs et sensibilisateurs en milieu rural. Mais, au-delà de ces quelques trajectoires exprimées parfois en termes de vocation, ce sont dans ces facultés que nous avons rencontré tous les étudiants qui demeurent encore indécis par rapport à ce qu'ils feront à la fin de leurs études. Cette indécision ne relève pas seulement d'une difficulté à se déterminer, mais aussi d'une volonté d'être flexible, de vouloir saisir n'importe quelle opportunité offerte par un marché de l'emploi saturé, en planifiant plusieurs itinéraires possibles. En témoignent les cas des étudiants en économie qui se préparent à exercer des métiers « bien rémunérés », sans pour autant avoir une idée claire de ce qu'ils veulent faire : ils envisagent ainsi la possibilité de travailler dans une banque, de fonder une entreprise ou de se lancer dans le commerce. Quant au droit et aux sciences sociales, (qui comprennent les départements d'anglais, de communication, de sociologie et de journalisme), il s'agit là de facultés considérées faciles, accessibles aux titulaires d'un baccalauréat de profil « sciences sociales » avec un faible niveau en mathématiques. Ce sont parfois des choix par défaut, car ces facultés sont considérées peu prometteuses par rapport à l'insertion professionnelle, même si elles sont appréciées des étudiants en raison de leur formation transversale permettant d'envisager une insertion dans



plusieurs domaines, comme l'expliquent les étudiants d'anglais lors d'un entretien collectif : « Parler l'anglais est un atout, c'est demandé partout, dans les institutions internationales, dans les entreprises, dans le commerce... On peut faire venir des partenaires de l'étranger et faire des affaires, ou monter des projets avec eux. » Ainsi, ce discours transforme en atout le paradoxe de ces facultés qui « donnent à voir aux étudiants la possibilité d'obtenir un diplôme assurant une insertion professionnelle, tout en laissant incertaine la question du champ professionnel auquel la qualification destinerait » (Jellab 2011).

- 15 D'ailleurs, ces filières apparaissent parfois comme des lieux d'acquisition de compétences et d'outils méthodologiques qui peuvent être remobilisés dans le cadre de projets professionnels très éloignés a priori de la discipline choisie. C'est le cas d'une étudiante de communication qui, projetant de monter un projet pour la production de jus de fruits naturels, pense que ses cours peuvent l'aider à mieux convaincre des bailleurs de fonds à financer son initiative. Les projets professionnels des étudiants de ces filières n'ont parfois rien à voir avec leurs disciplines, ce qui montre qu'ils ne sont pas convaincus de trouver un travail en s'appuyant sur leur formation. Au contraire, ils rêvent de créer des coopératives agricoles, des sociétés de gardiennage, des ateliers ou de se lancer dans le commerce, sans parler des étudiants qui espèrent réussir grâce à une passion personnelle, en faisant carrière dans le football, la musique, le cinéma ou la mode. Nous pouvons également classer parmi ces étudiants au projet déconnecté de leur formation, ceux qui souhaitent partir vers un pays occidental, après leur formation, en dehors du cadre des études, pour tenter leur chance ou pour refaire leur vie à l'étranger. Ces étudiants tendent à opposer l'effort accompli pendant leurs études et l'investissement individuel et familial au chômage et au manque de perspectives, qui semblent nier et annuler les sacrifices consentis. « De nos jours », dit un étudiant en économie, qui se déclare prêt à partir par la voie clandestine, « un étudiant ou un homme de métier illettré, c'est la même chose. Après toutes ces études, on revient finalement à la case de départ, on est assis dans le quartier, on ne travaille pas »<sup>8</sup>.
- 16 Au-delà de ces étudiants, qui n'envisagent pas de travailler dans le domaine de leur formation, pour les autres, il est vrai que l'université demeure tout de même un lieu de socialisation « où les différentes filières produisent des identités professionnelles selon les « débouchés » les plus probables » (Sembel et Felouzis : 1997). Selon ces auteurs, l'expérience étudiante, avec ses multiples composantes de projet, de vocation et d'intégration, est plus déterminée par l'appartenance à une filière que par l'origine sociale des individus. Le projet professionnel se construit donc en rapport avec les exigences propres à chaque cursus. Dans notre cas, nous avons observé que la médecine et le journalisme, qui mettent davantage en valeur l'utilité professionnelle de la formation, sont fréquentés par des étudiants ayant des projets professionnels plus construits que les autres.
- 17 Or, justement en raison du caractère multidimensionnel de l'expérience étudiante, même faute d'un projet professionnel précis, beaucoup d'étudiants s'identifient profondément à leur discipline, dont ils se font les porte-parole. Ils découvrent, ou confirment, leur intérêt intellectuel pour certaines matières, qui, dans certains cas, était déjà présent dès le lycée : la dimension de la vocation se confond ainsi avec celle de l'intégration dans une filière. Comme le note un étudiant en médecine, dans les quartiers où vivent les étudiants, leurs noms de famille peuvent être suivis de celui de leur discipline : nous trouvons ainsi « Diallo économiste », « Konaté pharmacien », « Coumbassa communiquant », etc. Les étudiants interviewés affirment que leur



discipline les aide à mieux comprendre le monde, à interpréter désormais la réalité à travers le prisme des connaissances acquises qui les font se représenter comme des individus éclairés. Ainsi, non sans « ethnocentrisme » disciplinaire, ils considèrent leur filière comme fondamentale et omniprésente : « la médecine apporte la sagesse » ; « dans la vie, tout est communication » ; « la sociologie est la mère de toutes les sciences ». Un étudiant en droit explique : « Même si j'ai décidé de devenir footballeur, et je ne compte plus du tout sur mes cours pour trouver de l'emploi, le droit est fondamental pour moi, car il m'a appris à distinguer le bien du mal ». La perception qu'ont ces étudiants d'avoir été transformés par leurs études évoque ainsi la représentation du lettré comme un être d'exception, paré de qualités exceptionnelles (Gérard 1997), capable de mieux comprendre la vie et le monde et de pouvoir diffuser ce savoir en dehors de l'université. Ainsi, après le diplôme, même s'il ne trouve pas de travail, le diplômé pourra toujours jouir, dans les villages et dans les quartiers, d'un statut de personne instruite, écoutée et consultée en raison de ses connaissances et compétences.

- 18 L'importance que certains individus accordent à leur discipline est parfois transférée dans des figures publiques, qui deviennent pour les étudiants des exemples à suivre. Ainsi, les journalistes ont presque toujours été fascinés par un présentateur dont ils ont admiré l'éloquence ou le charisme depuis l'enfance. Cela est surtout vrai pour les jeunes femmes de cette faculté, qui considèrent les présentatrices « historiques » du journal télévisé comme de rares modèles de promotion et d'émancipation. La médiatisation de quelques grands procès a également frappé l'imaginaire d'étudiants en droit, qui se sont enthousiasmés en écoutant les harangues et les plaidoyers de certains avocats. Mais, parfois, les modèles sont beaucoup plus proches : un médecin ami de la famille, aimé pour sa sagesse, un voisin magistrat, admiré en raison de son élégance, ou tout simplement les professeurs, dont certains sont considérés par les étudiants comme des figures-modèles, capables de les préparer pour le monde professionnel.

## Comment intégrer le monde du travail ? Projeter des stratégies socialement différenciées

### Les représentations du monde du travail

- 19 Tous les étudiants perçoivent le monde du travail comme un secteur qui leur est hostile et l'insertion professionnelle comme un chemin parsemé d'embûches. Ils ont un jugement sévère sur l'État, qui rend l'accès à la fonction publique de plus en plus difficile et le font dépendre de logiques de népotisme, d'affiliation ethnique et politique. Ils accusent également les fonctionnaires les plus âgés de ne pas vouloir céder leur place aux jeunes en raison d'un contexte où les retraites sont dérisoires. D'autre part, les étudiants attribuent une part de la responsabilité du chômage à la jeunesse en général : celle-ci n'est pas bien formée et rate les tests de recrutement dans les entreprises privées, où les critères d'embauche sont considérés comme plus objectifs que ceux de la fonction publique. Pour cette raison, les jeunes remettent souvent en cause leur formation. Ils critiquent l'école guinéenne, qui crée, selon eux, de graves lacunes dans la formation générale. Ils reprochent en outre à l'enseignement d'être trop général et théorique et de ne pas transmettre les compétences pratiques pouvant faire la différence sur le marché de l'emploi. Ainsi, les étudiants en médecine se plaignent de ne pas disposer d'un laboratoire, ceux de journalisme de ne connaître

les techniques du journalisme audiovisuel que de manière théorique, ou encore, ceux de sociologie et de communication d'avoir une formation trop générale sans aucune spécialisation. Il n'est pas étonnant que les étudiants soient presque unanimes lorsque nous leur demandons s'ils aimeraient partir à l'étranger : tous rêvent d'une formation en Europe ou aux États-Unis, pour revenir avec des diplômes plus cotés sur le marché de l'emploi. Une étudiante en communication explique : « *Il faut qu'on parte nous aussi à l'étranger, sinon, ceux qui y vont, ils vont revenir nous diriger.* » Dans la même classe, une autre rajoute : « *L'État guinéen lui-même dévalorise ses diplômes. Sinon pourquoi envoyer, chaque année, les cinq meilleurs étudiants au Maroc avec une bourse ? Ça, ça veut dire qu'ici on ne peut pas être bien formés* ». Les murs de l'université sont en effet tapissés d'affiches d'agences de voyages proposant aux étudiants de partir à l'étranger, en France, en Autriche, en Russie, en Turquie ou encore en Malaisie. Mais un tel projet n'est évidemment pas à la portée de tous : accessible pour les enfants des cadres, il demeure coûteux et difficile pour ceux qui, n'ayant pas de moyens, se contentent de rêver ou empruntent le chemin de l'émigration clandestine.

- 20 Cette représentation négative du monde du travail est encore plus forte chez les jeunes femmes qui anticipent des obstacles supplémentaires : le risque d'être victimes de préjugés, selon lesquels les femmes seraient « paresseuses » et moins bien formées, et la crainte du harcèlement sexuel pendant le processus d'embauche ou dans le milieu du travail. Même si la plupart des femmes que nous avons interviewées (17 sur 21) se disent prêtes à se marier pendant leur cursus universitaire, elles redoutent, en même temps, les difficultés à concilier vie familiale et activité professionnelle. Comment faire accepter à un mari, par exemple, le fait que sa femme s'absente à tout moment pour couvrir des événements médiatiques, si elle est journaliste, ou pour opérer un malade, si elle est chirurgienne ? Comment poursuivre des études et des projets professionnels tout en s'occupant des enfants et des tâches domestiques ? Même si, dans les entretiens, les étudiantes disent compter sur la compréhension et le dialogue avec leur mari, nous assistons régulièrement à leurs difficultés lorsque, mariées à des hommes plus âgés, elles peinent à concilier leur cursus universitaire avec la maternité.
- 21 Dans un contexte où le recrutement dans la fonction publique apparaît difficile, presque utopique, pour les étudiants n'ayant pas de relations et carnets d'adresses, et où le secteur privé est très peu développé et offre peu de débouchés, les jeunes sont de plus en plus exhortés dans les discours officiels et médiatiques à créer leurs propres emplois et entreprises. En mars 2017, lors d'une remise des diplômes, le journaliste qui animait la cérémonie exhortait les étudiants dans ce sens : « *Jeunes, n'attendez pas que l'État fasse tout pour vous ! Devenez créateurs d'emploi. Au lieu d'attendre d'être embauchés par les autres, entreprenez, créez votre propre entreprise et embauchez vous-mêmes des collaborateurs !* » Ce sont d'ailleurs deux jeunes entrepreneurs, dans le domaine des médias et des prestations informatiques, qui ont été choisis dans des conférences récentes comme des vitrines de réussite pour la jeunesse guinéenne. Les jeunes que nous avons rencontrés, toutes facultés et toutes origines sociales confondues, paraissent enthousiastes par rapport à la perspective de l'entrepreneuriat, présenté comme une solution créative pour éviter le chômage. Selon un étudiant en économie, « *les inquiétudes sont là par rapport à l'emploi, mais pas trop, parce que j'ai ma philosophie pour me mettre à l'abri du chômage, en devenant créateur d'emploi et en fondant ma propre entreprise. Je dois donc m'armer d'une bonne formation, sans quoi, la création d'emploi est impossible* ». De tels discours apparaissent comme une fuite en avant, une manière de

considérer l'entrepreneuriat comme un antidote face à l'incertitude professionnelle. Les jeunes épousent l'idéologie et le discours néolibéral : au lieu de se constituer en acteur collectif porteur de revendications concernant l'emploi, ils poursuivent plutôt le rêve du *self-made man*, capable de bâtir sa fortune en ne partant de rien. Même s'il est évident que la création d'une entreprise n'est pas à la portée de tous, rares sont les étudiants qui émettent des réserves et relèvent la difficulté de se lancer dans l'entrepreneuriat sans capital de départ.

## Les itinéraires privilégiés des enfants des cadres

- 22 Même si les étudiants partagent les mêmes avis sur les causes du chômage et qu'ils ont le même regard critique et désabusé sur le monde du travail, leurs stratégies pour faire face à cette situation varient en fonction de leur origine sociale. Les enfants de cadres sont moins inquiets que les autres : seulement 3 sur 14 se disent préoccupés par leur insertion professionnelle. Ils proviennent de familles détenant un capital relationnel nécessaire pour les placer sur le marché de l'emploi et un capital économique indispensable pour financer les études et les formations les plus valorisées par les employeurs. Ils s'inscrivent également dans une perspective de reproduction de leur statut social. Le parcours typique de ces jeunes est celui d'une instruction primaire et secondaire dans les écoles privées les plus prestigieuses, d'un cursus universitaire où ils ajoutent, à côté des cours, des formations plus pratiques en anglais, en informatique et quelques stages, et où ils jouissent, enfin, d'une expérience à l'étranger. Les propos d'une étudiante en économie illustrent bien ce parcours : *« Je n'ai pas beaucoup d'inquiétudes, car mes deux parents travaillent dans l'administration. Mon projet est de faire, d'abord, des études à l'étranger pour compléter mes connaissances. Ensuite mes parents sauront m'insérer à la place qu'il faut. Entre-temps, j'ai déjà fait un stage. Mon père m'a recommandé à ses amis du ministère des Finances pour ça. »* De plus, s'ils choisissent l'entrepreneuriat, ces étudiants peuvent aussi compter sur leur famille pour les accompagner dans un projet de création d'entreprise. La position favorisée de ces étudiants semble confirmée par les statistiques : selon une étude récente, sur un échantillon de 600 jeunes diplômés, les enfants de cadres connaissent un taux de chômage beaucoup moins élevé par rapport aux enfants des cadres moyens de l'administration ou de parents ouvriers (Doumbouya, Bah, Diallo 2011).

## Les stratégies des étudiants d'origine sociale intermédiaire ou populaire : compter sur sa formation tout en élaborant des alternatives

- 23 Par contre, pour les étudiants au statut social intermédiaire, qui appartiennent à des familles de petits commerçants, de fonctionnaires et qui, comme pour les enseignants, n'ont pas accès aux ressources de l'État, les perspectives et les inquiétudes par rapport à l'emploi varient surtout en fonction de la présence, au sein de la famille élargie, de parents qui puissent accélérer l'insertion professionnelle. En effet, sur les 53 étudiants interviewés, 15 ont reçu des promesses : ils sont les moins inquiets et se préoccupent avant tout de préserver la confiance de la personne censée les aider et de se former pour être à la hauteur de l'emploi promis. L'étude de Mamadou Gando Barry (2003) sur les jeunes diplômés de Conakry montre que ceux qui ont le plus de chances d'obtenir un emploi comptent surtout sur la possibilité de mobiliser des réseaux familiaux et

amicaux, tout en complétant leur formation initiale avec des stages et des cursus complémentaires, parfois dans le privé. Même pour les étudiants qui ne disposent pas de ces réseaux, l'université peut devenir l'espace où l'on tisse des liens précieux avec des enseignants et des amis qui pourront, dans le futur, favoriser l'obtention d'un travail. Certains étudiants essaient aussi, dès l'université, d'intégrer un parti, en sachant qu'une affiliation politique est une stratégie utile pour obtenir un poste dans la fonction publique ou, tout au moins, pour créer des relations qui pourront être utiles.

- 24 Les étudiants de statut social intermédiaire, qui ne bénéficient pas d'un capital économique ou relationnel aussi riche que celui des enfants de cadres, comptent avant tout sur leur formation universitaire pour espérer décrocher un emploi, en commençant par des stages, ou pour avoir les compétences nécessaires pour devenir entrepreneur. Selon un étudiant en médecine : *« Je ne suis pas trop inquiet, je sais que la situation est décourageante ici, mais j'ai de l'espoir. J'ai aussi des condisciples et des enseignants qui connaissent mon talent, un jour, ils se souviendront de moi. Je pense quand même que quand quelqu'un montre, en classe ou pendant le stage, qu'il fait des efforts, qu'il se décarcasse pour bien faire, qu'il va obtenir de l'emploi »*. Ce discours est assez répandu : nous avons rencontré beaucoup d'étudiants qui comptent sur leur formation, même s'ils peuvent avoir un regard critique sur leurs enseignants et le contenu délivré. Cette position traduit l'espoir que les connaissances acquises en classe, le sérieux dans les études et dans le travail puissent malgré tout être valorisés – même dans un contexte où la méritocratie n'est pas respectée – grâce à l'appréciation d'un enseignant ou d'un supérieur hiérarchique. Les ambitions de ces étudiants dépourvus de capital relationnel, qui cherchent à être parmi les meilleurs de leur classe, s'orientent généralement vers le secteur privé, censé recruter de manière plus rigoureuse et objective, ou vers l'entrepreneuriat.
- 25 Ces étudiants ont également la caractéristique de compter sur des alternatives à mettre en œuvre au cas où ils ne parviendraient pas à trouver un emploi en rapport avec leurs études. En particulier, les enfants de commerçants, mais aussi d'artisans, peuvent toujours se rabattre sur l'atelier ou la boutique familiale. Parmi les enfants de commerçants, certains sont d'ailleurs porteurs d'un projet de modernisation de l'activité des parents. Ceci est d'autant plus fréquent qu'à côté de leurs études, soit ils assistent déjà les membres de leur famille dans les boutiques et les grands marchés de Conakry, soit ils attendent les congés pour rejoindre leurs parents qui sont commerçants dans les villes de province. Dans les villes minières, nous avons d'ailleurs déjà étudié les trajectoires des lycéens fils d'ouvriers qui, même s'ils sont engagés dans une trajectoire de mobilité sociale à travers l'école, finissent par délaisser leurs études au profit de l'atelier familial, se retrouvant ainsi dans un processus de reproduction sociale (Somparé 2006). Ces choix peuvent être dictés par l'attachement affectif à une activité familiale, ainsi que par le constat que les réalités du marché de l'emploi exigent que l'on s'adapte à travailler même dans des secteurs qui ne sont pas en rapport avec ses études ou ses projections. Un étudiant en communication, fils d'un commerçant, constate : *« Moi, je pense que l'option n'est pas liée à la fonction. Depuis plusieurs années, je suis bordelais<sup>9</sup>, je le fais sans complexe, il ne faut pas s'asseoir à la maison et croiser les bras, en disant moi « j'ai étudié », je ne fais pas certains travaux. Au contraire, comme j'ai étudié, je peux exceller dans ça, dépasser les autres commerçants qui n'ont pas fait l'école »*. Les étudiants commerçants, qui gèrent des boutiques familiales ou des télé-centres, à l'instar de ceux qui comptent sur le football ou sur leurs pratiques artistiques pour s'en sortir, sont

donc engagés dans de multiples processus de socialisation professionnelle. Mener de pair des activités différentes est également le résultat d'une situation de pauvreté où l'on vit au jour le jour par des pratiques de débrouille quotidienne. Si les études correspondent à un projet à long terme, il faut aussi, en attendant, chercher à alléger les charges de sa famille en subvenant aux besoins de la vie quotidienne.

- 26 L'enseignement représente également une alternative pour les étudiants qui ne parviennent pas à réaliser leur projet professionnel, bien que ce débouché soit très dévalorisé en Guinée et considéré généralement comme un métier que l'on exerce en attendant de trouver mieux. Certains ont également l'ambition de trouver un emploi dans l'enseignement supérieur : ce sont en général les délégués de classe qui se rapprochent stratégiquement des professeurs en les aidant dans leurs activités administratives, en organisant des évaluations ou en transcrivant des notes. S'ils parviennent à gagner la confiance du personnel encadrant, ils peuvent être assistants en s'impliquant dans la correction des évaluations, en épaulant les professeurs titulaires dans les amphithéâtres et ils peuvent même devenir chargés de cours, dans un contexte où une maîtrise suffit pour enseigner à l'université.
- 27 Comme les enfants de cadres, les jeunes au statut social intermédiaire ou défavorisé sont aussi attirés par la création d'entreprise, mais ils n'ont pas, le plus souvent, de familles à même de les soutenir financièrement (même si, par exemple, les étudiants peul, avec des parents éleveurs, peuvent disposer de têtes de bétail à revendre). Cependant, ils envisagent aussi de se lancer dans l'entrepreneuriat, avec deux stratégies assez différentes. La première consiste à partir à l'étranger, légalement ou par la voie clandestine, non pas pour étudier mais pour accumuler un petit capital, à utiliser comme fond de départ pour leur projet. La deuxième option vise à s'associer à ses promotionnaires et ses amis, à cotiser afin de démarrer un projet pour lequel on sollicitera ultérieurement l'appui de banques et de bailleurs de fonds, en suivant le rêve de « *commencer petit pour devenir grand* », comme l'exprime une étudiante en anglais.

## Les étudiants d'origine rurale sous la pression des attentes familiales

- 28 Dans les entretiens individuels, nous avons rencontré 12 étudiants issus de milieux ruraux, dont 10 enfants de paysans – sachant que nous avons également connaissance des parcours des jeunes rencontrés dans les villages de la Guinée Maritime lors de nos enquêtes précédentes (Botta Sompère 2015). Les étudiants d'origine rurale, dont les parents n'ont pas, sauf dans le cas des familles d'éleveurs peul, un capital à investir dans les études, vivent en ville auprès de tuteurs ou, plus rarement, dans des chambres qu'ils louent avec des amis ressortissants des mêmes village ou district. Pour financer leurs études, certains d'entre eux peuvent travailler, par exemple comme serveurs dans les bars ou dans les cafés. Ces jeunes, parfois très démunis, comptent essentiellement sur leurs études pour s'en sortir, car leur situation économique ne leur permet pas de faire des formations complémentaires. Un fils d'un paysan explique : « *Moi, je ne peux qu'étudier d'abord, pour le reste, il faut des moyens : de l'argent pour payer les formations, de l'argent pour faire les démarches pour les stages, marcher par-ci, par-là, postuler, déposer les CV, revenir. Comment je vais faire ça, si ma tutrice a même du mal à me donner le transport pour venir à l'Université ? C'est pourquoi, pour l'instant, je dois me contenter de bien travailler en classe, de faire confiance à ma formation et prier Dieu, c'est tout.* » Les étudiants d'origine

rurale ressentent, plus que les autres, le poids des attentes de leur famille et de toute leur communauté villageoise. Après avoir vu leurs camarades de l'école primaire et du collège abandonner leurs études pour assister les parents dans les activités agropastorales, ou simplement échouer aux examens, le fait d'être arrivé au seuil de l'université est déjà perçu comme une réussite quasi miraculeuse. À partir du collège, les espoirs de l'ensemble du village se concentrent sur ces élèves prometteurs, qui en tirent à la fois un sentiment d'exaltation et la crainte de ne pas pouvoir répondre à ces attentes. Ainsi, en 2008, un étudiant issu d'un petit village d'éleveurs peul où il était, avec un ami, le premier à entrer à l'université, expliquait : *« Je ne sais pas ce qui a fait que moi j'ai réussi où les autres ont échoué, c'est Dieu sûrement. Mais maintenant mon nom est plus grand que moi. Je suis en deuxième année d'économie et je reçois beaucoup de promesses, les gens me considèrent déjà comme un patron, ils me disent que, si je réussis, ils vont me donner de l'argent, ou leur fille en mariage »* (Botta Somparé 2015 : 382). Cette pression est accentuée par les campagnes de sensibilisation en faveur de la scolarisation en milieu rural, qui continue de présenter les bancs de l'école comme le point de départ d'un destin exceptionnel. Comme l'observe aussi Guth (1997), dans une société fortement polarisée, où la stratification sociale est perçue comme une opposition entre une minorité aisée et une majorité vivant dans la pauvreté, l'école est construite dans les imaginaires collectifs comme une institution émancipatrice socialement. Cette construction alimente les rêves et parfois même les ambitions démesurées, non seulement chez les familles illettrées des villages, mais également chez certains étudiants, qui nous disent vouloir ouvrir une banque, devenir ministre ou même président de la République !

- 29 Les étudiants d'origine rurale que nous avons interviewés gardent un lien particulièrement fort avec leur village. Aussi leurs projets professionnels sont généralement tournés vers leurs territoires d'origine, par exemple afin de mettre en place des initiatives pour améliorer le rendement agricole. Les étudiants se sentent généralement investis de cette mission de retourner et rendre à leur village. Certains d'entre eux y reviennent même travailler pendant la saison des pluies afin d'y aider leurs parents qui se sont privés de leur main-d'œuvre durant les longues années de leurs études. Pour ces étudiants, le village est également un repli, un lieu où revenir s'ils échouent dans leurs projets d'intégration professionnelle dans le milieu urbain. Ils peuvent alors y ouvrir un petit cabinet médical, travailler comme contractuels dans l'école locale ou encore s'engager dans des activités commerciales à côté des parents.

## Un idéal : contribuer au développement du pays

- 30 Les étudiants de milieu rural ne sont pas les seuls à vouloir participer au développement de leur village ou district : chez de nombreux étudiants, il y a le sentiment de participer à une mission collective, à un combat pour le développement de la Guinée. Depuis les premières conférences sur l'éducation en Afrique, à partir des années 1960, les élèves et les étudiants ont été considérés par les experts des institutions internationales et les dirigeants au pouvoir comme une élite pouvant favoriser la modernisation de leur pays. Cette figure de l'instruit comme un garant du développement économique, social et politique est encore présente dans la rhétorique scolaire où, dès l'école primaire, on insiste sur le fait que les savoirs acquis pendant les études doivent être mis au service de son pays. Les étudiants à l'université se considèrent comme les meilleurs protagonistes de cette mission de modernisation, qu'ils veulent accomplir en utilisant les compétences acquises dans le cadre de leurs



cursus : si les ingénieurs veulent construire des routes et des bâtiments modernes, les étudiants en droit imaginent défendre les droits humains, les sociologues souhaitent contribuer au développement des communautés rurales, etc.

- 31 Parfois, cet idéal ne relève pas seulement de la rhétorique, mais se construit sur la base d'un témoignage d'un proche, d'un épisode de corruption relayé par un média ou d'un abus vécu. D'ailleurs, les étudiants dont la formation prévoit des stages, comme les journalistes ou les médecins, ont une idée plus éclairée du monde du travail et de ses dysfonctionnements, où ils constatent la divergence entre les règles d'éthique et la déontologie apprises en cours et les pratiques effectives déployées par les acteurs. Par exemple, les étudiants en journalisme ont déjà fait l'expérience de la censure et se plaignent des restrictions de la liberté de la presse. Pour les médecins, qui souhaitent soigner les malades et améliorer un système sanitaire en crise, les logiques marchandes qui sous-tendent certaines pratiques médicales sont insupportables. Un étudiant de troisième année de médecine nous explique : *« Pendant mon stage à l'hôpital, j'ai vu un médecin venir avec ses poches pleines de médicaments. Il faisait les diagnostics et les ordonnances en fonction des médicaments qu'il avait et qu'il pouvait revendre aux malades. Des choses comme ça, ça fait mal au cœur. »* Le regard critique de ces jeunes sur le monde du travail les conduit à imaginer des solutions pour inverser la tendance, telles que la création de cliniques privées pour se soustraire à la corruption, notamment dans le secteur public, ou la fondation d'associations de jeunes journalistes. Ils se considèrent comme une génération mieux formée, porteuse de nouvelles valeurs éthiques et de projets de réforme.
- 32 Pour les étudiants, le sous-développement est donc à la fois un ensemble de contraintes qui peuvent étouffer la créativité et les projets, et, parfois, une opportunité. Les expressions évoquant l'idée d'un pays « en chantier » où « tout est à construire » reviennent souvent dans les entretiens et suggèrent un défi à relever pour ces étudiants-créeurs.

## Conclusion

- 33 Cette étude permet de dégager quelques grandes tendances dans les projets professionnels des étudiants des universités guinéennes. Nous avons montré comment des étudiants peuvent projeter, en tant qu'acteurs rationnels, des stratégies très différentes pour leur future insertion professionnelle variant selon leur origine sociale et la nature de leur formation. Or, malgré leurs projections, les étudiants sont victimes d'une inégalité générationnelle liée au déclin du fonctionnariat et de l'employabilité dans le secteur public, qui fait de leur insertion professionnelle un défi individuel plutôt qu'un destin collectif. Selon Abdoulaye Gueye (2001), la première génération des étudiants africains se percevait comme composée par les membres d'une élite destinée à développer leur pays. Ils pensaient à leur avenir en termes collectifs, comme une cohorte destinée à évoluer ensemble. Cette solidarité se traduisait d'ailleurs par l'effervescence et l'engagement politique des associations étudiantes en Afrique ou en France. Désormais, chacun cherche à relever le défi de l'insertion professionnelle individuellement, en s'appuyant sur des réseaux de connaissances fondés sur des appartenances familiales et communautaires ou des affiliations politiques. Les étudiants délaissent aussi de plus en plus les filières traditionnelles de recrutement dans la fonction publique, comme les mathématiques, la physique, la chimie, l'histoire



et la géographie, qui ne sont offertes par aucune université privée. L'offre des universités privées, plus nombreuses que les universités publiques, privilégie des filières très spécialisées qui mènent les étudiants vers le secteur privé ou l'entrepreneuriat : administration des affaires, économie minière, comptabilité, audit et analyse financière, banques et assurances, etc.

- 34 Dans cet article, nous avons traité des projets professionnels, sans aborder l'étape suivante : la difficile insertion dans le monde du travail. Dans les faits, nos observations nous montrent que les étudiants, une fois qu'ils terminent leur cursus, se retrouvent la plupart du temps à être pris en charge par leurs familles. Les plus pauvres s'adonnent à de petits boulots qui leur permettent de vivre au jour le jour : ils deviennent chauffeurs de mototaxi, serveurs de bar ou ils sont employés dans la téléphonie mobile. En Haute Guinée, les étudiants de l'Université de Kankan, où nous enseignons actuellement, sont nombreux dans les mines d'or, où ils s'improvisent orpailleurs. Certains étudiants deviennent animateurs de spectacle et créent des activités de divertissement et des concours pour l'élection des « miss ». Ils profitent aussi de l'inquiétude généralisée vis-à-vis de l'emploi pour monter toute sorte de formations payantes et courtes destinées aux autres étudiants. Ils invitent ainsi des « experts » qui leur expliquent comment réussir leur entretien d'embauche, développer leurs talents personnels et bien rédiger leur CV.
- 35 D'autres s'éternisent dans des stages qui peuvent durer jusqu'à dix ans, où ils se contentent de petites primes informelles, comme c'est le cas des diplômés en médecine qui, sans être payés, contribuent énormément au fonctionnement de leurs services dans les hôpitaux. Finalement, ce sont essentiellement les enfants de cadres qui évoluent sur des parcours balisés et planifiés depuis le départ : ils parviennent ainsi à réaliser leurs projets professionnels. Notons aussi qu'ils sont peut-être les seuls à profiter de l'introduction du système LMD qui tend à creuser les inégalités sociales dans la mesure où les Masters, payants, sont accessibles seulement aux étudiants des familles les plus aisées, qui ne constituent même pas 10 % des diplômés.
- 36 Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que le chômage généralisé semble entraîner une nouvelle valorisation de la formation professionnelle, en remettant ainsi en cause le sens commun, selon lequel les diplômés de l'université vont forcément se diriger vers un travail « propre » et moins fatigant dans un bureau, sans aucune activité manuelle, considérée « salissante ». Dans nos enquêtes toutes récentes dans la ville de Kankan, nous avons rencontré des diplômés d'université qui, après avoir obtenu leur licence, sont revenus vers les instituts professionnels ou vers l'école d'agriculture et d'élevage. Ils sont en quête de compétences qui leur permettront de devenir plus facilement des entrepreneurs dans ces domaines, à l'instar de certaines figures-vitrines, qui représentent un modèle pour eux. Il s'agit tout de même de tendances encore minoritaires. Que va devenir la masse des diplômés sans emploi, parés de titres scolaires qu'ils brandissent pour revendiquer une place dans la société guinéenne ? Ce sont eux qui se déversent aujourd'hui sur les routes de la Lybie et du Maroc, dans l'espoir d'atteindre l'Europe. Nous considérons que leur situation est potentiellement explosive et qu'elle pourrait ouvrir la voie à des revendications, ou même à des révoltes, s'ils ne parviennent pas à trouver des voies alternatives pour leur insertion professionnelle.

## BIBLIOGRAPHIE

Béret, Pierre. 1986. « Les projets scolaires : contribution à une théorie de l'acteur dans le système éducatif. » *Formation Emploi*, n° 13 : 15-23. <https://doi.org/10.3406/forem.1986.1158>.

Béret, Pierre. 2002. « Projets professionnels et emplois ultérieurs : une analyse des mécanismes de l'insertion professionnelle. » *L'orientation scolaire et professionnelle* 31 (2). <https://doi.org/10.4000/osp.4776>.

Barry, Mamadou Gando. 2003. « Devenir professionnel des diplômés du système universitaire guinéen. Étude exploratoire à partir des diplômés de l'Université de Conakry. » Mémoire de maîtrise. Montréal : Université de Montréal.

Belpassi, Bernardi P. 1998. *Leggere e scrivere in una cultura orale*. Urbino : Angaria editore.

Bonini, Nathalie 1996. « Éducation non scolaire et école primaire : les conséquences d'une rencontre. » Thèse de doctorat. Paris : École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris.

Botta, Somparé, 2015. *Éducation familiale et scolaire dans une société pastorale guinéenne*. Paris : L'Harmattan.

Botta Somparé, Ester et Abdoulaye Wotem Somparé. 2018. « La condition enseignante en Guinée : des stratégies de survie dans le champ scolaire et universitaire guinéen. » *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 17 : 21-45. <https://journals.openedition.org/cres/3304>.

Bouche, Denise. 1976. *L'enseignement dans les territoires français de l'Afrique de 1817 à 1920. Mission civilisatrice ou formation d'une élite ?* Paris : Honoré Champion.

Doumbouya, Makan, Alpha Oumar Bah et Raïhanatou Fatou Diallo. 2011. « Les déterminants de l'insertion socioprofessionnelle des diplômés des institutions d'enseignement supérieur guinéen ». Rapport. <http://www.rocara.org/grants/2011/gn01.pdf> [archive].

Dubar, Claude. 1991. *La socialisation*. Paris : Armand Colin.

Dubet, François. 1994. « Dimensions et figures de l'Université de masse. » *Revue française de sociologie* 35 : 511-532. <https://doi.org/10.2307/3322182>.

Dubet, François. 2008. *Faits d'école*. Paris : Éditions de l'EHESS.

Figarol, Jean. 1912. *Monographie du Rio Nunez*. Manuscrit, Musée de la préfecture de Boké.

Felouzis, Georges et Nicolas Sembel. 1997. « La construction des projets à l'université. Le cas de quatre filières de masse ». *Formation Emploi*, n° 58 : 45-59. <https://doi.org/10.3406/forem.1997.2221>.

Gérard, Étienne. 1997. *La tentation du savoir en Afrique*. Paris : Karthala.

Gueye, Abdoulaye. 2001. *Les intellectuels africains en France*. Paris : L'Harmattan.

Guth, Suzie. 1997. *Lycéens d'Afrique*. Paris : L'Harmattan

Jellab, Aziz. 2011. « La socialisation universitaire des étudiants. » *Recherches anthropologiques et sociologiques* 42 (2) : 115-142. <https://doi.org/10.4000/rsa.732>.

Jézéquel, Jean-Hervé. 2003. « Histoire de bancs, parcours d'élèves. Pour une lecture configurationnelle de la scolarisation à l'époque coloniale. » *Cahiers d'Études africaines* 169-170 : 409-433. <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.207>.

Kasongo Ngoyin Makita-Makita. 1989. *Capital scolaire et pouvoir social en Afrique*. Paris : L'Harmattan

Pourtier, Roland. 2010 « L'éducation, enjeu majeur de l'Afrique post-indépendances. Cinquante ans d'enseignement en Afrique : un bilan en demi-teinte », *Afrique contemporaine*, n° 235 : 101-114. <https://doi.org/10.3917/afco.235.0101>.

Proteau, Laurence. 2002. *Passions scolaires en Côte d'Ivoire*. Paris : Karthala.

Somparé, Abdoulaye Wotem. 2006. « Mobilité ou reproduction sociale et notabilisation dans les villes minières et ouvrières de Guinée. » Thèse de doctorat de troisième cycle. Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales.

Somparé, Abdoulaye Wotem. 2015. « Les concepts et les théories sociologiques de classes sociales, mobilité et reproduction sociales à l'épreuve des réalités du terrain africain : l'exemple des villes minières et ouvrières de Guinée. » *Méthodes* 1 (1-2) : 59-72. <https://doi.org/10.1080/23754745.2015.1017276>.

## NOTES

1. Dans la région côtière de Boké, l'une des premières à être en contact avec l'administration coloniale, la première école a été créée en juin 1987. L'enseignement y a été confié à l'église, notamment aux pères du Saint-Esprit (Figarol 1912).
2. L'histoire de la progressive institution de l'école laïque française à l'époque coloniale a fait l'objet de plusieurs études générales sur l'Afrique de l'Ouest concernant le rapport entre l'école et les populations locales, de la part d'historiens et anthropologue de l'éducation, à commencer par l'étude pionnière de Denise Bouche (1978) jusqu'aux études de Jean-Hervé Jézéquel (2003) sur les élèves de William Ponty. Pour le cas de la Guinée, voir Botta Sompare (2015), qui a retracé la mémoire collective de l'implantation de l'école dans la région de Boké et notre article récent sur l'évolution de la condition enseignante en Guinée, de l'époque coloniale à nos jours (Botta Sompare et Sompare 2018).
3. Ces remarques viennent des observations personnelles d'Abdoulaye Wotem Sompare pendant son enfance et adolescence, concernant de jeunes universitaires dans sa famille et son voisinage, dans les années 1970 et 1990.
4. Les dernières données statistiques sur la population étudiante remontent à une enquête relative à la période 2001-2006. Ces résultats, à consulter ici [www.stat-guinee.org/nada/index.php/catalog/7/download/68](http://www.stat-guinee.org/nada/index.php/catalog/7/download/68) montrent que, pendant cette période, les effectifs ont triplé, en passant de 13 500 en 2001 à 42 711 en 2006.
5. Des sources différentes donnent des estimations plurielles du taux de chômage, toutes supérieures à 50 %. Par exemple, l'étude statistique menée par Doumbouya, Bah et Diallo en 2011, détermine un taux de chômage des jeunes diplômés de 57,4 %.
6. Voir, à ce propos, Le Pape et Vidal (1987), Belpassi Bernardi (1998) ou Proteau (2002).
7. Voir, par exemple, Gérard (1997), Guth (1997), Bonini (1996), Botta Somparé (2015).
8. Entretien réalisé le 20 avril 2017.
9. Vendeur d'habits de seconde main, en provenance de l'Europe, que les commerçants achètent en gros dans une partie du grand marché Madina appelée « Bordeaux ».

---

## RÉSUMÉS

Cet article étudie la « passion scolaire » des jeunes guinéens qui les pousse à mener des études supérieures et qui incite leurs parents à les soutenir. Il s'agit de s'interroger sur les facteurs de l'engagement des étudiants à poursuivre de longues études universitaires alors qu'une majorité d'entre eux seront exposés au chômage. Il importe pour cela de présenter et discuter les représentations que ces jeunes se font à la fois de l'institution universitaire mais aussi du marché du travail en Guinée, sachant que ce marché est dominé par des logiques de népotisme, de corruption et d'attribution des postes en fonction d'affiliations politiques et ethniques qui freinent leur insertion. À partir d'entretiens ciblés et d'une expérience interne du système universitaire, les auteurs explorent les manières qu'ont les étudiants de construire leur projet professionnel et le sens qu'ils donnent à leurs études, montrant au final qu'en Guinée, comme dans d'autres pays d'Afrique, la difficile insertion professionnelle des étudiants dans le monde du travail pourrait ouvrir la voie à des revendications voire des révoltes.

## INDEX

**Mots-clés** : éducation supérieure, marché de l'emploi, insertion, projet professionnel

**Index géographique** : Guinée | Guinée

## AUTEURS

**ESTER BOTTA SOMPARÉ**

Université Julius Nyerere de Kankan

**ABDOULAYE WOTEM SOMPARÉ**

Université Kofi Annan de Guinée